Les enfants de Madeleine, esclaves à l'île Bourbon (XVIII^e-XIX^e siècle)

Madeleine's children: slaves from île Bourbon (present-day Réunion), 18th to 19th centuries

Sue Peabody

Traducteur : Antoine Heudre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13546>

DOI : 10.4000/clio.13546

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2017

Pagination : 172-183

ISBN : 9782410003741

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Sue Peabody, « Les enfants de Madeleine, esclaves à l'île Bourbon (XVIII^e-XIX^e siècle) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 45 | 2017, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13546> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13546>

Regards complémentaires

Les enfants de Madeleine, esclaves à l'île Bourbon (XVIII^e-XIX^e siècle)

Sue PEABODY

La dénomination est au cœur de toutes les institutions d'une société : institutions religieuses et étatiques, mais aussi familiales. Les procédures d'enregistrement du nom d'un nouveau-né varient en fonction des cultures, mais elles marquent l'entrée du nouveau-né dans la société humaine, et s'accompagnent généralement de rituels (enterrement du placenta, émission d'un certificat de naissance, baptême) qui forment le socle des principales valeurs et institutions de l'ordre social¹.

À partir de l'étude du cas d'une famille d'esclaves et de leurs descendants, esclaves ou libres, cet article examine le genre et la dénomination des esclaves dans l'Inde française et dans l'archipel des Mascareignes dont faisait partie l'île Bourbon, l'actuelle île de la Réunion. Si des études plus complètes sur le choix des noms dans les *anciennes colonies* françaises, comme les travaux importants de Vincent Cousseau (2012) et de Prosper Ève (2013), permettent de dégager des axiomes généralisés et de quantifier les différentes pratiques de dénomination d'une société au fil du temps, l'étude de cas biographique ou généalogique nous permet de suivre le passage d'individus précis du statut d'esclave à celui d'homme libre, et d'apporter de nouveaux éclairages sur les pratiques de dénomination dans le contexte de

¹ Cousseau 2012 : 15, 29-31 ; Ève 2013 : 25-31.

l'esclavage². S'il ne peut être considéré comme typique ou représentatif de ces pratiques, ce type d'étude permet néanmoins de poser de nouvelles questions et de remettre en cause certaines hypothèses générales : par exemple, le fait, largement répandu, de classer de manière systématique des communautés coloniales en trois catégories correspondant à trois identités indépendantes et distinctes, à savoir *esclaves*, *libres de couleur*, *blancs*, ce qui risque d'altérer notre compréhension du passé si ces hypothèses ne font pas l'objet d'un examen critique.

La reconstitution des pratiques de dénomination d'une famille chez les esclaves et les hommes libres de couleur montre comment leurs noms entérinaient l'histoire de l'inégalité pour les esclaves et leurs descendants au travers de l'utilisation de prénoms féminins comme noms de famille. Dans la mesure où le statut d'esclave des enfants découlait de la condition de la mère, les registres coloniaux enregistraient souvent la lignée maternelle, tout en dissimulant l'ascendance paternelle (que le père ait été esclave ou homme libre) des enfants nés esclaves. Avec la forte hausse du nombre de personnes libres de couleur dans les colonies françaises de plantation au cours des décennies précédant l'émancipation et après 1848 dans les îles Mascareignes, il devint fréquent que les hommes et les femmes affranchis adoptent le prénom de leur mère comme nom de famille ; ainsi le prénom de l'ancêtre maternel était transmis aux descendants sous forme de matronyme. La généralisation des matronymes pour les descendants d'esclaves, y compris pour les affranchis, devint donc un marqueur informel de l'inégalité héritée.

Au cours des années 1750, une petite fille vint au monde quelque part dans le sous-continent indien, probablement au Bengale. Nous ne connaissons ni les noms, ni le village, ni la religion de ses parents, ni même le prénom que ces derniers lui donnèrent à la naissance³.

² Gutman 1976 ; Cody 1987 ; Handler & Jacoby 1996.

³ Selon un certificat de vente produit lors d'un litige ultérieur afin d'attester du statut d'esclave de Madeleine, son nom de famille était « Badale », mais il existe des raisons de douter de son authenticité ; pièces déposés par Joseph Lory, Étude Desrieux (Archives départementales de la Réunion [dorénavant ADR], 3 E 678, n°41). Aujourd'hui Badale est un nom répandu dans l'état du Maharashtra, dans l'ouest de l'Inde, une région très éloignée du point de vue géographique et culturel

Avant l'âge de dix ans, elle fait son entrée dans la communauté catholique et reçoit le prénom de Madeleine (bien qu'aucune trace de son baptême n'ait été trouvée) puis elle devient l'esclave de Mademoiselle Anne Despense de la Loge, une Française vivant dans le comptoir de Chandernagor. Le nom de Madeleine apparaît pour la première fois dans les archives en 1771, lorsque la jeune fille embarque avec sa maîtresse sur un navire à destination de Lorient⁴. Le choix du prénom de Madeleine permet de discerner les contours d'ensemble de son monde social⁵. Le prénom reliant Madeleine à sa famille natale s'est perdu lorsqu'elle est devenue une esclave et n'a plus « appartenu » à son foyer d'origine. Les maîtres jouissaient du droit tacite de rebaptiser leurs esclaves au moment de leur acquisition, et les parrains étaient susceptibles de participer au choix du nom des esclaves qui étaient baptisés après leur acquisition ou qui étaient nés dans les colonies⁶. Une fois le nouveau nom choisi, le nom de naissance donné par les parents ou l'ancienne communauté d'appartenance pouvait persister comme *nom d'usage* tout au long de la vie, mais cela faisait rarement l'objet d'une trace écrite, ce qui privait les descendants des esclaves de la possibilité de retrouver des informations à propos de leurs ancêtres, excepté par le biais de la tradition orale⁷. Le nouveau nom de Madeleine l'a inscrite dans la

de Chandernagor dans le Nord-Est. Si elle est née au Bengale, ses parents pourraient avoir appartenu à la communauté hindouiste, musulmane ou catholique.

⁴ Rôle d'équipage (rôle de désarmement), Le Veau Particulier l'*Hector*, 22 mai 1772 (Service historique de la Défense 2P 44-II.6).

⁵ Le nom rappelle Sainte Marie-Madeleine, vénérée depuis le XVII^e siècle comme une icône du repentir. À partir du XVIII^e siècle, elle commence à apparaître comme une « femme de mauvaises mœurs », une prostituée qui fut néanmoins rachetée par le biais de sa relation avec Jésus et louée comme la première à être témoin de sa résurrection ; de Reyff 1989 : 5-22. Cette tradition a récemment été battue en brèche par l'Église catholique et les spécialistes ; Rondou 2005.

⁶ Cousseau 2012 : 38, 200, 204-206, 360-380.

⁷ Sur la conservation des noms africains et les *noms d'usage*, voir le seul exemple fourni par Cousseau 2012 : 363-364, et la distinction qu'il opère entre les noms africains enregistrés dans les sources, selon qu'elles sont relatives aux plantations françaises ou britanniques (p. 384-385). Mais cette distinction pourrait tenir à une différence culturelle entre Français et Britanniques en matière de tenue des

grande communauté chrétienne. L'État exigeait que son nom fût enregistré pour traverser les océans à bord d'un navire français.

Le fait que Madeleine était déjà asservie – plutôt qu'une domestique libre – au cours de son voyage d'Inde en France peut être déduit de l'omission du nom de famille dans tous les documents, liste de passagers, recensement et documents paroissiaux, tout au long de sa vie. Alors que les registres paroissiaux de l'île Bourbon mentionnaient un nom de famille pour certains esclaves au XVII^e siècle, à partir du tout début du XVIII^e siècle, il devint habituel de ne donner qu'un prénom⁸. À la Réunion, comme dans les Antilles, les maîtres préféraient en général des prénoms chrétiens traditionnels, mais certains esclaves conservaient également leurs noms africains et malgaches ; il arrivait également que les maîtres puisent dans la mythologie gréco-romaine pour nommer leurs esclaves, quand ils ne choisissaient pas tout simplement des noms fantaisistes (« Fantaisie » par exemple)⁹.

En France, Madeleine fut illégalement vendue ou offerte/donnée à une famille de planteurs des Mascareignes, à moins qu'elle ne fût l'objet d'un échange¹⁰. Les Routier la ramenèrent dans l'île Bourbon, où Madeleine donnera naissance à trois enfants qui survivront, Maurice, Constance et Furcy, entre 1776 et 1786.

Selon Gilles Gérard, « Le Code Noir définit un cadre dans lequel l'esclave est dénué de toute inscription dans la parenté. »¹¹. S'il est

registres, plutôt qu'aux pratiques de choix de leurs noms par les esclaves, au moins au sein de la génération des immigrants.

⁸ Ces premiers noms de famille désignaient de manière générale le lieu d'origine ou, pour les esclaves créoles, le nom du père ; Ève 2013 : 29-31. Les administrateurs des Mascareignes n'avaient pas promulgué de législation obligeant les maîtres à fournir des noms de famille pour les esclaves comme le firent ceux de la Martinique dans leur ordonnance du 12 mai 1766 (Cousseau 2012 : 366).

⁹ Ève 2013 : 31-52 ; Cousseau 2012 : 226-227, 229, 234-237, 283-313, 322-325. Cousseau affirme qu'en Martinique « Jusqu'à la Révolution, seuls les noms chrétiens sont recevables au baptême, les noms antiques et historiques bénéficiant d'une tolérance de fait (p. 207), Les noms recueillis dans le *Dictionnaire des gens de couleur dans la France moderne* (Noël, 2011, 2013), révèle le grand nombre de *noms d'usage* parmi les esclaves et les hommes libres de couleur qui se sont rendus en métropole ou qui y sont nés.

¹⁰ Boulle & Peabody 2014 : 34-35, 43-46.

¹¹ Gérard 2012 : 29.

certainement vrai que les pères asservis ne jouissaient d'aucun statut parental légal en vertu du droit colonial français, puisque le statut d'esclave des enfants dérivait de la condition de la mère¹², les registres coloniaux faisaient état de la lignée maternelle, tout en passant sous silence le nom du père – esclave ou homme libre – des enfants nés esclaves. En France, le droit et la coutume n'autorisaient pas les enfants illégitimes à faire usage du nom de famille de leur père, à moins que le père ne reconnaisse l'enfant par le biais d'une procédure formelle appelée naturalisation¹³. Les enfants de Madeleine étant nés hors des liens du mariage, comme beaucoup d'esclaves dans la dernière partie du XVIII^e siècle¹⁴, le nom du ou des pères est inconnu.

Bien qu'il soit l'aîné des trois fils de Madeleine, Maurice est celui dont la postérité est la plus discrète¹⁵. À partir de la moitié du XVIII^e siècle, les maîtres de l'île Bourbon procédaient de moins en moins fréquemment au baptême de leurs esclaves, et il semble qu'il n'y ait aucune trace de celui de Maurice, ce qui peut suggérer que sa relation avec la famille était relativement peu importante¹⁶.

¹² « Voulons que si le mari esclave a épousé une femme libre, les enfants tant mâles que filles suivent la condition de leur mère, et soient libres comme elle, nonobstant la servitude de leur père ; et que si le père est libre et la mère est esclave, les enfants soient esclaves pareillement » ; « Lettres patentes en forme d'édit, concernant les esclaves nègres des îles de France et de Bourbon », décembre 1723, art. IX, *in* Delaleu 1826 : 248.

¹³ Gerber 2012 : 90-91.

¹⁴ Ève 1998 : 128.

¹⁵ Il apparaît dans deux documents du recensement ne faisant pas mention de sa relation de filiation avec Madeleine ; Recensement, île Bourbon, Sainte Marie, « Sieurs Routier Père » 1780 (Archives départementales de la Réunion [ADR] 71C) ; Recensement, île Bourbon, Sainte Marie, « Vve Routier », 1787 (ADR 74C). Sans le témoignage bien plus tardif de sa sœur, on ne saurait même rien de la relation de Maurice avec la famille ; « Extrait d'un mémoire déposé au greffe de la Cour royale de l'île Bourbon le trois décembre 1817 par Mr. le procureur général pour servir s'il y a lieu, à intenter toute procédure criminelle ou correctionnelle » [ADR 1Jp2007-1, No. 36].

¹⁶ Gérard 2012 : 70, 128. J'ai cherché des traces du baptême de Maurice dans les archives de la paroisse Saint-Denis (microfilms des ADR) pour la période 1775-1777 (2Mi-EC11 JJ22-JJ25]) et les archives numérisées de la paroisse Sainte Marie, 1774-1779, en utilisant les Instruments de recherches en ligne (IREL) des

Traditionnellement, le nom d'un nouveau-né était choisi par le parrain ou la marraine, ou – comme nous l'avons vu – par le maître lui-même. Maurice porte le prénom de l'économe des Routier, Maurice Coëffard, originaire de Sarzeau, mais il peut s'agir d'une coïncidence ; son maître, Charles Routier, était un créole de l'île Maurice et il pourrait avoir choisi ce prénom pour rappeler son lieu de naissance. Le moment de la naissance de Maurice, proche de celle du benjamin de Madame Routier, Charles Marie Élie, a fait de Madeleine une nourrice potentielle, ce qui l'a peut-être amenée à développer des liens plus intimes avec la famille de ses maîtres.

Le deuxième enfant de Madeleine, Constance, reçut un traitement très particulier. Le maître la fit baptiser en avril 1784, en désignant ses propres enfants – Charles (18) et Euphémie (10) – comme parrain et marraine¹⁷. Moins d'un an et demi plus tard, en septembre 1785, il prit des dispositions pour l'affranchir¹⁸. Constance figurait parmi les noms les plus couramment donnés aux esclaves de sexe féminin de l'île Bourbon dans les années 1780, de toute évidence pour célébrer la fidélité de l'esclave à la famille de ses maîtres¹⁹. Les propriétaires convaincus de concubinage avec une esclave s'exposaient à une amende de 300 *livres* et à la confiscation de la mère et de l'enfant²⁰. Charles Routier fit donc des efforts considérables pour dissimuler sa relation avec Constance, qui était certainement sa fille. Il prit des dispositions pour que celle-ci devienne la propriété d'un voisin, Matthieu Vetter, un tonnelier alsacien de 27 ans ayant émigré depuis

Archives nationales d'outre-mer (ANOM), mais mes recherches ont été vaines. Une note ajoutée dans le registre de 1775 stipule qu'il ne contient que les « blancs et noirs libres ».

¹⁷ Baptêmes, mariages, sépultures des esclaves, 1784 (ADR, 2 MIEC11 [J35-36]). De manière inhabituelle, cette entrée n'est pas datée, mais elle figure dans le registre entre le 10 et le 13 avril 1784.

¹⁸ Actes d'affranchissement, 1767-1786 (ADR 1B9J25, no. 439) ; l'arrêté d'affranchissement fut présenté le 9 septembre 1785 et approuvé le 13 janvier 1786.

¹⁹ Ève 2013 : 38. En revanche, il ne figure pas parmi les noms les plus fréquemment attribués aux esclaves ou aux libres en Martinique (Cousseau 2012 : 397-398, 402, 406).

²⁰ « Lettres patentes en forme d'édit, concernant les esclaves nègres des îles de France et de Bourbon », décembre 1723, art. V, *in* Delaleu 1826 : 248.

peu dans l'île Bourbon, qui signa les documents relatifs à l'affranchissement²¹. Constance continue néanmoins à vivre avec sa mère, Madeleine, dans la maisonnée de la famille Routier, où elle est mentionnée comme « libre » dans le recensement de 1796²².

Le troisième et plus jeune enfant de Madeleine, Furcy, naquit le 7 octobre 1786²³. Plus tard, lorsqu'il intentera une action en justice pour faire reconnaître son statut d'homme libre²⁴, Furcy déclarera à un magistrat français – au mépris des interdits en vigueur – « je suis né colon français et je suis fils d'un Français de naissance »²⁵. Selon toute vraisemblance, Furcy était lui aussi l'enfant de Charles Routier, mais il ne fut pas officiellement affranchi comme sa sœur et, plus tard, comme sa mère. Sur l'île Bourbon, comme dans de nombreuses sociétés esclavagistes, l'affranchissement des femmes esclaves était plus fréquent que celui des hommes²⁶. Cependant, cet accès inégal à la liberté n'était pas, comme on le suppose souvent, uniquement lié aux relations de concubinage qu'entretenaient les femmes esclaves avec leurs maîtres français. Nombre d'entre elles, en particulier dans les zones urbaines, étaient engagées dans des activités commerciales qui leur permettaient de rassembler le montant d'épargne (le *pécule*) nécessaire pour racheter leur propre liberté et celle de leurs enfants²⁷.

Le prénom Furcy est peu répandu dans les sociétés francophones, mais pas complètement inconnu²⁸. Un saint irlandais, Saint Fursey, participa à l'évangélisation des îles britanniques au VII^e siècle mais la

²¹ Parfois épelé « Wetter ». D'après le recensement de 1814, Vetter est arrivé en 1782 à bord du navire *Les Trois Amis* ; Recensement, île Bourbon, Saint-Denis, 1814 (ADR L166.2). Vaughan 2005 : 168-169, décrit un subterfuge de même nature faisant l'objet d'une trace écrite en Île de France en 1781.

²² Recensement, île Bourbon, Saint-Denis, la Citoyenne Veuve Routier, An IV (1796) (ADR L142.1).

²³ Le nom est épelé « Fursi » dans le registre paroissial de Saint-Denis, 1786 (ADR 2 MIEC11 [J38]).

²⁴ file:///C:/Users/user/Downloads/archives_Noms-Liberte-dos-peda.pdf

²⁵ Furcy, Port Louis, île Maurice, lettre à Gilbert Boucher, lieu inconnu, 15 mai 1826 (ADR 1Jp2007-1, n 71).

²⁶ Ève 1998 : 72.

²⁷ Brana-Shute 2009.

²⁸ Billy 2000.

date de sa fête étant le 16 janvier, il est peu probable qu'il soit à l'origine du prénom du fils de Madeleine²⁹. Plusieurs Créoles de l'île Bourbon ont été prénommés Furcy³⁰. De manière très curieuse, plusieurs des noms choisis par les Routier pour leurs propres enfants ou leurs esclaves – Eugénie, Constant et Furcy – figurent parmi les noms des enfants de Perrine Jeanne Lory, la sœur aînée du futur maître de Furcy, Joseph Lory³¹. Il se peut aussi que le prénom Furcy ait simplement été à la mode, bénéficiant d'une brève période de popularité. Quelle que soit l'origine de son nom, Furcy, comme tous les esclaves et comme de nombreux hommes libres de couleur dans l'Empire français, ne reçut pas de nom de famille. Jusqu'à bien plus tard dans sa vie, il n'aura pour identité que son seul prénom.

L'invisibilité de l'ascendance inhérente aux pratiques du choix des noms des esclaves dans l'océan Indien français contraste nettement avec la capacité de l'élite coloniale à invoquer les lignées maternelle et paternelle au travers de ses pratiques de dénomination. Tandis que le nom des parents de Madeleine et du ou des pères de ses enfants avaient été oubliés ou dissimulés depuis longtemps, les familles créoles françaises de l'île pouvaient faire remonter leur ascendance jusqu'aux registres paroissiaux européens. Bien qu'un grand nombre d'entre eux fussent d'origine modeste, ces colons de la première heure, dès qu'ils eurent bénéficié de concessions de terres de la couronne, commencèrent à se faire passer pour des aristocrates fonciers en

²⁹ En France, on trouve une église Saint Furcy dans la ville de Lagny-sur-Marne, qui figure aujourd'hui sur la liste des monuments historiques. Ministère français de la Culture, base de données Mérimée <http://www.culture.gouv.fr/>.

³⁰ Par exemple, quelques années avant la naissance de Furcy, M. et Mme Maillot baptisèrent leurs fils Adrien Ferreol Furcy dans la paroisse de Saint André, île Bourbon ; Baptême, 14 août 1783, Saint André, île Bourbon (Réunion) (ANOM état civil en ligne, <http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/>). Un certain Furcy Dennemont témoigna à l'île Bourbon au sujet de la découverte d'un esclave mort en 1804 (Ève 2013 : 359).

³¹ Eugénie, Constance et Furcy portent le nom de trois nièces et neveux de Joseph Lory, nés également dans les années 1780 ; Révérend 1904 : vol. 4, p. 26. Le choix de ces prénoms par les Routier laisse penser que les deux familles avaient peut-être développé une relation étroite bien avant le mariage d'Eugénie Routier et Joseph Lory en 1794.

ajoutant à leurs patronymes des marques honorifiques inspirées de leurs propriétés coloniales. Le père de Charles Routier, qui rejoignit la Compagnie française des Indes orientales en tant que soldat dans les années 1730 et reçut plusieurs concessions dans l'île de France (île Maurice) adopta par exemple la particule « de Grandvalle » (orthographiée plus tard *de Granval*) pour rehausser son statut³².

Alors que l'élite de l'île Bourbon prenait des noms quasi-aristocratiques, les prénoms qu'ils choisissaient pour leurs enfants étaient également stratégiques. Les familles recyclaient sans cesse les mêmes prénoms dans un renforcement constant des réseaux familiaux qui les liaient par des liens de sang ou spirituels. La coutume voulait que les enfants soient souvent baptisés du premier prénom d'un parent du même sexe, ou de leur marraine ou parrain³³. Ainsi, le premier enfant que Charles Routier eut de sa première épouse, Françoise Marguerite, partageait le même prénom que sa mère, sa grand-mère et son arrière-arrière-grand-mère, la première à avoir émigré de France. Cinq des sept enfants, garçons et filles confondus, issus du second mariage de Charles avec Marie-Anne Ursule Desblottières furent prénommés « Marie », ce qui les reliait à la fois à leur mère, Marie Anne, et à leur grand-mère, Marie Panon³⁴. De même, Charles Routier donna son prénom à cinq des enfants qu'il eut avec sa seconde épouse³⁵. Des prénoms composés reprenant les prénoms des deux parents (Marie Charlotte, Marie Charlette) furent transmis à la génération suivante. De cette manière, les familles qui pouvaient faire remonter leur généalogie aux premières immigrantes françaises préservaient leur souvenir – et leur blancheur symbolique – en transmettant leurs prénoms.

Si Maurice ou Furcy eurent des enfants pendant qu'ils étaient esclaves sur l'île Bourbon, aucun certificat de baptême mentionnant le nom de ces derniers n'a été retrouvé. Maurice mourut en servant l'un

³² Rôle de l'*Apollon*, 1738-1739 (SHDL 2P 28-I.14) ; *Mémoire des Hommes*, <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

³³ Ève 2013 : 42 ; Cousseau 2012 : 198.

³⁴ Il s'agissait de : Marie Joseph Louise Émilie, Augustin Marie François, Marie Charles Eugénie, Marie Charles Euphémie, Charles Marie Élie.

³⁵ Charles François Augustin, Charles Thomas Cyrille, Marie Charles Eugénie, Marie Charles Euphémie, Charles.

des fils de Charles Routier en 1810 lors de l'invasion de l'île par les Anglais³⁶. En 1826, après avoir été exilé par son maître dans la colonie britannique de Maurice, Furcy se plaint du fait que « ... depuis Sept ans [il était] à Maurice, éloigné de [ses] Enfants [à Bourbon] », mais il ne mentionna pas leurs noms³⁷. Le sociologue Gilles Gérard a réussi à identifier deux enfants dont Furcy déplore l'éloignement. Leur mère, Virginie Béga, elle-même fille d'une Célerine, exerçant les métiers de couturière et de chapelière, et petite-fille d'une femme indienne appelée Bondi, pourrait avoir été la partenaire de Furcy à Saint-Denis, sur l'île Bourbon, avant son installation forcée à l'île Maurice³⁸. Plusieurs des enfants de Célerine, dont Virginie, ont pris le nom de famille Béga, probablement emprunté à un grand propriétaire de l'île Bourbon, Paul Béga. À la différence des Antilles, aucune interdiction légale n'empêchait les hommes libres de couleur d'adopter les noms de famille de créoles blancs³⁹.

Constance, la fille affranchie de Madeleine, commença quant à elle à fonder une famille entre 1800 et 1803, pour se marier finalement à un homme libre, Jean-Baptiste Euphémie, en 1808⁴⁰. Ensemble, ils

³⁶ Copie du « Mémoire de Constance en faveur de Furcy », 9 novembre 1817 (ADR 1Jp2007-1, No. 3).

³⁷ Furcy, Port Louis, île Maurice, lettre à Gilbert Boucher, n.p., 15 mai 1826 (ADR 1Jp2007-1, no. 71).

³⁸ Gérard 2015. Célerine apportera une aide déterminante à Constance et Furcy lorsque ce dernier revendiquera pour la première fois son affranchissement de Joseph Lory en 1817. Il n'existe aucune trace du père de Célerine, mais à sa mort, elle avait pris le nom de Duverger ; c'est là que l'on trouve le nom de sa mère, Bondi. Mort de Célerine Duverger, 9 février 1835 (ANOM, état civil, Saint-Denis, 1835). Elle était âgée de 69 ans à sa mort, sa naissance remonte donc à 1766 environ.

³⁹ À partir de 1763 en Guadeloupe, puis de 1773 en Martinique et à Saint-Domingue, les hommes libres de couleur ne furent plus autorisés à utiliser les noms de famille de blancs français ; Debbasch 1967 : 69-71. Mais même après ces dates, ces restrictions ne furent pas nécessairement appliquées par les notaires ; Rogers 1999 : 293-296, 341-343.

⁴⁰ Le fils de Constance, Auguste, apparaît pour la première fois dans les résultats du recensement comme un enfant de trois ans vivant avec sa mère, sa grand-mère et la veuve Routier en 1803 ; Recensement, île Bourbon, Saint-Denis, Ursule Desblottières, V^{ce} Routier, An XII (1803) (L147). Dans le contrat de mariage,

élèveront six enfants avant que son mari ne meure alors que Constance était enceinte de leur dernier enfant en 1817. Les origines du mari de Constance sont obscures, mais le choix d'un prénom féminin comme nom de famille était devenu une pratique courante parmi les hommes libres au début du XVIII^e siècle. Cet ancien esclave d'une femme libre appelée Madeleine (qui n'est certainement pas la mère de Constance) a pour nom de famille le prénom qui était probablement celui de sa mère, dont l'identité n'a pas été établie.

La féminisation des noms de famille devint donc un marqueur informel de l'inégalité héritée qui signalait les descendants d'esclaves et opérait en grande partie comme la « race » dans le monde atlantique. Il n'est pas surprenant que Furcy ait adopté Madeleine comme nom de famille lorsqu'il obtint finalement la liberté à l'île Maurice. Dans les documents les plus anciens dont on dispose concernant son existence d'homme libre, il signait simplement « Furcy »⁴¹. De même, lorsqu'il contesta son statut d'esclave devant les plus hautes juridictions de Paris de 1835 à 1843, les documents de procédure le désignaient comme « le sieur Furcy »⁴². Néanmoins, lorsqu'il signa son contrat de mariage chez le notaire à Maurice en 1839, il traça à l'encre sa signature complète, irrégulièrement espacée, en repassant sur un tracé au crayon, comme si cette signature ne lui était pas familière : « Furcy Ma delaine (*sic*) »⁴³. Même si Furcy lui-même a pu hésiter à adopter le nom de sa mère comme nom de famille, les pratiques notariales le forcèrent à formaliser son identité en tant qu'homme libre afin de signer des documents officiels.

Jean-Baptiste Euphémie reconnut Auguste comme son fils, précisant qu'il était « âgé d'environ six ans » ; « Mariage Jean Batiste [*sic*] et Constance », 30 mai 1808, Étude Michault d'Emery, No 556 (ANOM DPPC NOT REU1801). D'après la date inhabituellement précise fournie par Jean-Baptiste Euphémie dans un document du recensement rempli le 7 mai 1811, Auguste est âgé de « 9 ans et 9 [mois] », Recensement, île Bourbon, Saint-André, Jenptiste Eufemie [*sic*], 1811 (ADR L195), ce qui suggère qu'il est né aux alentours de septembre 1800.

⁴¹ Furcy, Port Louis, île Maurice, lettre à Gilbert Boucher, Poitiers, 1^{er} octobre 1836 (ADR 1Jp2007-1, no. 74).

⁴² Dupin 1836 : II, 422.

⁴³ Contrat de mariage de M.F. Madelaine avec D^{lle} Zulmé Maugué, Étude Trebuchet, 14 octobre 1839 (ADR 10J174).

La combinaison du droit français et de la pratique coutumière dans les colonies d'esclaves des Mascareignes a laissé un puissant héritage du fait de la pratique consistant à choisir le prénom de la mère comme nom de famille. Aux XVII^e et XVIII^e siècles, lorsque peu de femmes françaises étaient présentes dans les colonies insulaires, les familles françaises préservaient leur mémoire au travers des prénoms de leurs enfants, garçons et filles. Avec l'esclavage, les liens familiaux furent brisés, occultés ou brouillés dans les registres de l'Église et de l'État, en particulier en ce qui concerne l'identité des pères, qu'ils soient esclaves ou hommes libres, des enfants nés esclaves hors des liens du mariage. Alors que de plus en plus d'esclaves devenaient libres au cours de la première moitié du XIX^e siècle, la pratique consistant à prendre le prénom de la mère comme nom de famille dans les îles Mascareignes préserva une trace de la lignée maternelle, mais contribua aussi à perpétuer le stigmate de l'esclavage. Il est plus facile aujourd'hui pour les descendants des esclaves affranchis avant 1848 – dont les mariages et les naissances sont plus susceptibles d'avoir été enregistrés dans les registres des paroisses et de l'état civil – de remonter jusqu'à leurs racines ancestrales que pour les descendants des familles maintenues dans l'esclavage jusqu'à l'abolition, qui n'eurent souvent pas droit à un document écrit sur leur ascendance avant l'émancipation générale.

Traduit de l'anglais par Antoine Hendre

Bibliographie

- BILLY Pierre-Henri, 2000, « Des prénoms révolutionnaires en France », *Annales historiques de la révolution française* 322 (n.p.) [<http://ahrf.revues.org/document125.html>].
- BOULLE Pierre H. & Sue PEABODY, 2014, *Le Droit des Noirs en France au temps de l'esclavage. Textes choisis et commentés*, Paris, L'Harmattan, coll. « Autrement Mêmes ».
- BRANA-SHUTE Rosemary, 2009, « Sex and gender in Surinamese manumissions », in Rosemary BRANA-SHUTE & Randy J. SPARKS (eds), *Paths to freedom: manumission in the Atlantic World*, Columbia, University of South Carolina, p. 175-196.
- CODY Cheryll Ann, 1987, « There was no 'Absalom' on the Ball plantations: slave-naming practices in the South Carolina Low Country, 1720-1865 », *American Historical Review*, 92, p. 563-569.

- COUSSEAU Vincent, 2012, *Prendre nom aux Antilles. Individu et appartenances, XVII^e-XIX^e siècle*, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques.
- DE REYFF Simone, 1989, *Sainte Amante de Dieu. Anthologie des poèmes héroïques du XVII^e siècle français consacrés à la Madeleine*, Fribourg, Éditions universitaires.
- DEBBASCH Yvan, 1967, *Couleur et liberté. Le Jeu du critère ethnique dans un ordre juridique esclavagiste*, Paris, Dalloz.
- DELALEU J.B.E. 1826 [2^e éd.], *Code des Îles de France et de Bourbon*, Port-Louis, île Maurice, chez Tristan Mallac et C^{ie}, Imprimeurs du gouvernement.
- DUPIN André-Marie-Jean-Jacques, 1836, *Réquisitoires, plaidoyers et discours de rentrée*, Paris, Joubert.
- ÈVE Prosper, 1998, *Variations sur le thème de l'amour à Bourbon à l'époque de l'esclavage*, Saint-André, Conseil général de la Réunion/Océan Éditions.
- , 2013, « Le corps nommé », in *Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une reconquête*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, coll. « Centre Roland Mousnier », p. 25-56
- GÉRARD Gilles, 2012, *Famîy Maron, ou la famille esclave à Bourbon (île de La Réunion)*, Paris, L'Harmattan.
- , 2015, « L'esclave Furcy : l'autre procès, une autre vie », *La Famille esclave à Bourbon (île de La Réunion)* [<http://famille-esclave.pagesperso-orange.fr/>].
- GERBER Matthew, 2012, *Bastards: politics, family, and law in Early Modern France*, New York & Oxford, Oxford University Press.
- GUTMAN Herbert G., 1976, *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925*, New York, Vintage.
- HANDLER Jerome S. & JoAnn JACOBY, 1996, « Slave names and naming in Barbados, 1650-1830 », *The William and Mary Quarterly*, LIII/4, p. 685-728.
- NOËL Érick (dir.), 2011, *Dictionnaire des gens de couleur dans la France moderne*, vol. I : *Paris et son bassin*, Genève, Librairie Droz S.A.
- , 2013, *Dictionnaire des gens de couleur dans la France moderne*, vol. II : *La Bretagne*, Genève, Librairie Droz S.A.
- RÉVÉREND Albert, 1904, *Titres, anoblissements et paires de la restauration, 1814-1830*, Paris, Honoré Champion.
- ROGERS Dominique, 1999, « Les livres de couleur dans les capitales de Saint-Domingue : fortune, mentalités et intégration à la fin de l'Ancien Régime (1776-1789) » thèse de doctorat, université Michel de Montaigne, Bordeaux III.
- RONDOU Katherine, 2005, « Échos de la Madeleine, figure évangélique, dans la littérature contemporaine », *Rivista di Storia e letteratura religiosa*, XLI/2, p. 413-432.
- VAUGHAN Megan, 2005, *Creating the Creole Island: slavery in Eighteenth-Century Mauritius*, Durham & London, Duke University Press.